

**Déclaration de Randa Siniora
au Débat Public “Femmes, paix et sécurité”
25 octobre 2018**

Monsieur le Président, Excellences, mes collègues de la société civile, Mesdames et Messieurs,

Bonjour. Aujourd'hui, je parle en ma qualité de directrice générale du Centre d'Assistance et de Conseil Juridique pour les Femmes (WCLAC). Je parle également au nom du Groupe de Travail des ONG sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Je m'adresse à vous en tant que dirigeante promouvant la paix et en tant que défenseuse des droits de l'homme ayant témoigné, documenté et dénoncé les violations perpétrées dans le Territoire palestinien occupé pendant trois décennies.

Aujourd'hui, j'amène à vous les voix des femmes palestiniennes, qui sont toujours quotidiennement confrontées à la violence, aux discriminations, aux privations et aux violations systématiques de leurs droits fondamentaux.

Mervat, une habitante de la vieille ville d'Hébron, sortait un jour de sa maison afin de sortir les poubelles, lorsqu'elle a été violemment attaquée par un groupe de colons. Les voisins, ayant entendu les cris de Mervat, témoins de l'attaque et des coups, ont donné l'alerte. Mervat était enceinte de quatre mois au moment des faits et a perdu son bébé à la suite de ses blessures.

En septembre dernier, Sana, résidant à Jérusalem, s'est réveillée, trouvant la police israélienne à sa porte. Jeune mère de deux enfants, elle s'est entendu dire, choquée, qu'ils allaient démolir sa maison sous prétexte que sa famille n'avait pas de permis de construire. On leur a donné une semaine pour déménager.

En mai de cette année lors des marches du retour sur la frontière est de Gaza, Nisreen, une mère de trois enfants, a reçu une balle à la poitrine, tirée par l'armée israélienne. Nisreen manifestait pacifiquement avec un groupe de femmes et d'enfants. Deux jours plus tard, Alaa a reçu une balle au ventre alors qu'elle se promenait avec ses amis pour aller voir des danseurs traditionnels se produire près de la même frontière.

Ces histoires illustrent à quoi ressemble la vie sous l'occupation pour les femmes et les filles palestiniennes ordinaires: elles courent le risque d'attaques violentes en menant leur activités quotidiennes. Leurs maisons peuvent leur être arrachées à tout moment. La participation à la vie publique se fait dans la peur.

L'occupation israélienne et la crise humanitaire qui en résulte sont profondément liées au genre et exacerbent les inégalités existantes à cet égard - les femmes subissent de manière disproportionnée la violence de l'occupation qui est supportée par tous les Palestiniens et qui a souvent des conséquences spécifiques au genre. Les femmes palestiniennes font quotidiennement face à des attaques, des menaces, des intimidations, des discriminations et à des restrictions de mouvements par l'armée israélienne. Raids nocturnes, destructions de biens et violences aux points de contrôle sont également commis régulièrement par les forces d'occupation. Les femmes palestiniennes perdent leurs maisons et ne peuvent être réunies avec leurs familles en raison de restrictions ou refus de permis de séjour. Elles voient leurs maris et leurs enfants arrêtés, attaqués ou tués devant elles. Les femmes subissent souvent des tortures spécifiques au genre dans les prisons israéliennes et la discrimination dont sont victimes les femmes réfugiées est aggravée par le déplacement.

L'occupation renforce les structures patriarcales de la société palestinienne. Les femmes doivent gagner leur vie en plus de leur responsabilité de s'occuper des jeunes, malades ou blessés, en les isolant souvent de leurs communautés et de la vie publique. Dans le but de protéger leurs familles de la violence ou des arrestations, les femmes deviennent souvent les gardiennes de prison de leurs propres enfants. La violence politique dans la sphère publique conduit à des pics de violence dans la sphère privée - la violence domestique est extrêmement élevée et le féminicide augmente.

Non seulement les femmes souffrent de ces abus, mais elles manquent de ressources pour y faire face. Les conditions fragiles créées par l'occupation signifient que les femmes palestiniennes manquent d'accès à la justice et à des moyens de subsistance. Les récentes réductions des financements accordés à l'UNRWA ont également eu un impact disproportionné sur la vie des femmes palestiniennes, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. La destruction d'infrastructures a eu un impact dévastateur sur les familles et la vie des femmes et des filles, leur coupant l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité et à des soins médicaux vitaux. Comme l'a souligné la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes en 2017, les privations économiques et le taux de chômage élevé, aggravés par la pression de l'occupation, ont également rendu les femmes palestiniennes plus vulnérables à la violence. Davantage de ressources pour les femmes palestiniennes les rendraient non seulement moins vulnérables à la violence, mais sont aussi indispensables à leur participation à la vie de leur communauté.

Pour les femmes, la peur et la privation qui accompagnent l'occupation ont signifié leur incapacité à rejoindre la vie publique ou à défendre nos droits. L'occupation israélienne a réduit l'espace pour une société civile libre et indépendante en interdisant les manifestations pacifiques et en persécutant les journalistes critiques à l'égard de l'occupation. Les femmes défenseuses des droits de

l'homme sont accusées d'incitation par Israël. En juillet de cette année, des milliers de femmes palestiniennes ont défilé pacifiquement le long des frontières est de la bande de Gaza contre l'occupation. Des snipers israéliens ont tiré sur les manifestants et leur ont lancé du gaz lacrymogène, blessant des milliers de personnes et tuant près d'une centaine de civils.

De plus, les volontaires de la société civile, y compris le personnel médical, sont ciblés par l'armée malgré le fait qu'ils soient clairement identifiables dans leurs uniformes. Les femmes journalistes qui couvrent le conflit sont agressées et détenues. Les représailles pour leur travail les dissuadent de relater l'occupation. Cela sert à marginaliser davantage les voix des femmes de la sphère publique.

En s'engageant en faveur des Femmes, de la Paix et de la Sécurité, le Conseil de Sécurité a reconnu l'importance de la participation significative des femmes et le fait que sans femmes, il ne peut y avoir de paix. La vie des femmes palestiniennes est la preuve que ces engagements n'ont pas été tenus.

Bien que les femmes aient été au premier plan du mouvement de libération palestinienne et que l'Autorité palestinienne ait travaillé avec les dirigeantes locales pour créer un plan d'action national 1325, peu ont été représentées dans les pourparlers de paix. Les femmes sont sous-représentées à la fois en tant que négociatrices officielles et en tant que conseillères techniques, bien qu'il soit clairement démontré qu'elles ont souvent joué un rôle crucial pour surmonter les divisions politiques, construire un soutien populaire pour la paix et fournir une expertise essentielle en matière de droits de l'homme ou de questions telles que la santé et l'accès aux ressources. Peu de place a été faite pour intégrer les préoccupations des femmes palestiniennes dans les processus politiques clés, y compris pour la création d'un État palestinien ou pour la réconciliation nationale. La représentation des femmes à des postes décisionnels clés, y compris dans les institutions de l'Autorité palestinienne, est d'à peine 5%. Seulement 4 des 30 membres de l'équipe de réconciliation interne sont des femmes. Les femmes palestiniennes n'ont pas été consultées lors de la définition des réponses politiques ou humanitaires dans notre pays et nos besoins ont par conséquent été négligés.

La situation des femmes palestiniennes aujourd'hui a été aggravée par une crise réelle et grave de légitimité et de confiance envers les Nations Unies. Le Conseil de Sécurité a été créé pour maintenir la paix et la sécurité et non pour gérer les conflits. Son incapacité chronique à prendre des mesures efficaces pour mettre fin à l'occupation israélienne, avec peu d'espoir que cela change, illustre cette crise. Au contraire, les États Membres continuent le commerce des armes avec Israël et lui offrent leur support politique, tandis qu'Israël continue d'imposer des politiques et des pratiques qui constituent une violation flagrante du droit international.

L'occupation israélienne et la culture d'impunité qui règne n'ont pas seulement détruit la vie de femmes et d'hommes palestiniens, elles ont également compromis la paix et la sécurité au Moyen-Orient. La communauté internationale ne peut plus ignorer les souffrances de mon peuple, qui a connu la plus longue occupation du monde. Nous appelons le Conseil de Sécurité à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à défendre notre droit à l'autodétermination. Nous appelons à la fin de l'occupation en tant que première étape vers la construction de la paix, et à ce que les femmes soient en première ligne de ces efforts.

Par conséquent, le Conseil de sécurité doit agir maintenant pour:

- Veiller à la participation significative des femmes à la prévention des conflits, la transition démocratique, les efforts de réconciliation et toute action humanitaire.
- Appeler l'Autorité palestinienne à mettre en œuvre son plan d'action national 1325 en allouant des fonds suffisants et en fournissant un appui politique continu et de haut niveau en faveur de la participation significative des femmes palestiniennes à toutes les étapes du processus de paix.
- Appeler Israël à mettre fin à son occupation militaire et à l'expansion de ses colonies de peuplement, à s'engager envers une solution politique et de cesser immédiatement les violations de ses engagements envers le droit international.
- Appeler les États à cesser d'exporter des armes vers Israël lorsque ces dernières risquent d'être utilisées pour commettre de graves violations du droit international relatif aux droits de l'homme et au droit humanitaire, conformément au Traité sur le commerce des armes. Les gouvernements, les entreprises d'armement et les marchands d'armes doivent être tenus responsables lorsqu'ils transfèrent des armes dans des situations où elles alimentent des conflits et de graves violations du droit international.
- Mettre fin à la culture de l'impunité et garantir la responsabilité pour les abus et violations commis envers les femmes et les défenseuses des droits de l'homme par les forces israéliennes ou tout autre acteur.
- Veiller à ce que tous les efforts humanitaires soient sensibles au genre.

- Utiliser tous les outils dont il dispose pour assurer une participation significative des femmes et intégrer l'analyse liée au genre dans toutes les discussions sur la situation, y compris en ajoutant les TPO à l'ordre du jour du Groupe informel d'experts sur les femmes, la paix et la sécurité et en invitant des représentantes de la société civile à informer le Conseil lors des discussions spécifiques à chaque pays.

Les femmes palestiniennes qui ont grandi sous l'occupation étaient en première ligne, défendant nos terres, nos foyers et nos familles. Nous continuons de mener les efforts pour exiger la responsabilité et plaider en faveur de l'égalité. Nous avons donc non seulement le droit, mais également la capacité, l'expertise et l'expérience de tracer la voie vers une paix viable, juste et durable.

Je vous remercie.

The NGOWG on Women, Peace and Security advocates for the equal and full participation of women in all efforts to create and maintain international peace and security. Formed in 2000 following the adoption of Security Council resolution 1325 (2000), the NGOWG now focuses on implementation of all Security Council resolutions that address this issue. The NGOWG serves as a bridge between women's human rights defenders working in conflict-affected situations and policy-makers at UN Headquarters.

The NGOWG coalition members are: Amnesty International; CARE International; Consortium on Gender, Security and Human Rights; Cordaid; Global Justice Center; Global Network of Women Peacebuilders; Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict; Human Rights Watch; International Alert; MADRE; Nobel Women's Initiative; OutRight Action International; Oxfam; Plan International; Refugees International; Saferworld; Women's Refugee Commission; and Women's International League for Peace and Freedom.